



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1997/NGO/1

24 juin 1997

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANÇAIS

Session de fond de 1997
Genève, 30 juin-25 juillet 1997
Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire*

COORDINATION DES POLITIQUES ET DES ACTIVITÉS DES INSTITUTIONS
SPÉCIALISÉES ET AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

INTÉGRATION D'UNE DÉMARCHE SOUCIEUSE D'ÉQUITÉ ENTRE
LES SEXES DANS TOUS LES PROGRAMMES ET POLITIQUES
DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

Exposé présenté par l'Union interparlementaire, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du
Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après, dont il fait distribuer le
texte conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, en date du 26 juillet 1996.

* E/1997/100.





UNION INTERPARLEMENTAIRE

PLACE DU PETIT-SAONNEX
1211 GENEVE 19 (SUISSE)

TELEPHONE (41.22) 919 41 50 - TELECOPIE (41.22) 733 31 41 - E-MAIL postbox@mail.ipu.org
ADRESSE TELEGRAPHIQUE - INTERPARLEMENT GENEVE - TELEX 414217 IPU CH

ECOSOC
----- 1997

C -----
Point 4 de l'ordre du jour

a) -----

Exposé écrit présenté par l'Union interparlementaire

A l'invitation du Parlement de l'Inde, l'Union interparlementaire a tenu, du 14 au 18 février 1997 à New Delhi, une Conférence interparlementaire spécialisée sur le thème « *Vers un partenariat entre hommes et femmes en politique* ». Dans une résolution sur le suivi de cette Conférence, adoptée le 15 avril 1997 à Séoul, le Conseil interparlementaire a ensuite prévu des mécanismes pour garantir que les préoccupations des femmes comme des hommes soient prises en compte de manière équitable dans tous les aspects des politiques nationales et dans toutes les activités de l'Union elle-même.

A cet égard, les principales recommandations formulées dans la résolution - qui pourraient inspirer la prise de dispositions du même type au sein des Nations Unies - sont les suivants :

Le Conseil interparlementaire (...)

5. note que les travaux de la Conférence ont clairement mis en relief que la vie politique reste dominée par les hommes et que la majorité des assemblées parlementaires sont encore très fortement ou entièrement masculines, et *relève avec intérêt* que les débats ont permis de dégager des propositions quant aux mesures concrètes qui doivent être prises pour remédier à cette situation insatisfaisante; *invite instamment* les Gouvernements, les Parlements et les partis politiques à prendre ces mesures de sorte que la politique reflète et interprète plus fidèlement la population nationale dans sa dualité et soit menée dans un esprit de partenariat, consolidateur de la démocratie;
6. *invite instamment* les pays dans lesquels la loi empêche les femmes de prendre part au processus électoral à lever cet obstacle et à s'appuyer sur les mesures préconisées à New Delhi pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique;
7. note avec un intérêt tout particulier à cet égard que, pour la première fois dans l'histoire de l'Union interparlementaire, la proportion d'hommes et de femmes parlementaires participant à la Conférence de New Delhi était égale, ce qui a fortement contribué à la valeur des débats et renforce la validité des recommandations qu'elle a formulées;
8. souhaite que l'ensemble des travaux de l'Union interparlementaire prenne désormais en compte de manière plus permanente et explicite que par le passé la nécessité d'agir dans l'esprit de partenariat entre hommes et femmes; et décide dans cet esprit de former au sein du Comité exécutif, sans incidence financière, un groupe de surveillance du partenariat formé de deux hommes et deux femmes au maximum, ayant pour mission de veiller à ce que les intérêts et visions des deux parties de la

population soient également pris en compte; le rapport sur les activités du Comité exécutif présenté chaque semestre au Conseil interparlementaire devra inclure une information sur le travail réalisé par le groupe et les mesures prises pour faire suite à ses recommandations;

9. *invite* ce groupe de surveillance du partenariat à procéder à des consultations approfondies sur la possibilité d'établir au sein de l'Union interparlementaire une règle qui s'appliquerait de manière identique à chacune des délégations ne comprenant pas au moins une femme parmi leurs membres et qui aurait pour effet de diminuer de deux voix le nombre de voix auxquelles elles ont droit lors des votes de la Conférence interparlementaire; *prie* ce groupe de présenter ses conclusions au Comité exécutif au plus tard en avril 1998;
10. *recommande en outre* qu'au sein de chaque comité de rédaction des Commissions d'étude de la Conférence interparlementaire, deux à quatre membres (le nombre d'hommes et de femmes étant égal) soient spécifiquement chargés de veiller à ce que les intérêts et visions des deux parties de la population soient également pris en compte dans le texte élaboré;
11. *encourage* chaque Parlement à prendre, notamment au niveau de son Bureau, des dispositions du même ordre que celles énoncées aux paragraphes ci-dessus (...);
13. *encourage en outre* la création, dans chaque pays, d'organisations ayant pour principale mission d'inciter et préparer les femmes et les hommes à contribuer à la gestion politique nationale dans un esprit de partenariat, et recourant aux talents et à l'expérience de formateurs de l'un et l'autre sexe (...)